

Lutte de classe

Lettre aux dirigeants syndicaux.

J'ai reçu avant-hier un courriel accompagné du document que vous trouverez ci-dessous et qui est disponible à l'adresse suivante : <http://www.les-militants-de-fo-dans-la-loire.org/spip.php?article84>. Je me permettrai juste un bref commentaire à la fin.

Lettre aux dirigeants syndicaux

10 heures de travail par jour, 48 heures par semaine, 405 heures supplémentaires par an sans avoir à en demander l'autorisation à l'Inspection du Travail, sans que les salariés puissent refuser, c'est la nouvelle règle. 235 jours de travail pour les salariés au forfait-jour, c'est 47 semaines de travail sans jours fériés. Parisot en rêvait, le gouvernement Sarkozy-Fillon l'a fait. Et tout ça, comme tous les mauvais coups, comme le CPE, comme le CNE...

Et pendant ce temps, vous, dirigeants syndicaux, vous participez aux consultations, tables rondes et autres concertations, comme si de rien n'était. Côté riposte, la CGT annonce une action offensive en octobre, pour FO, c'est une action en septembre. Votre message est clair : « Messieurs du gouvernement continuez ! ». Que vous le vouliez ou non, vous votez Sarkozy.

Écoutez ce qui se dit dans les ateliers, dans les usines, dans les bureaux :

Arrêtez de participer, de vous concertez avec ce gouvernement. Avec la loi de « démocratie sociale », on voit où cela amène et ce que cela apporte. Arrêtez vos divisions, arrêtez la division ! Exigez le retrait de cette loi de « démocratie sociale » ! Appelez à une gigantesque manifestation, tous ensemble, en même temps, au même endroit, là où se votent les lois, à l'Assemblée Nationale.

Salariés, signez cet appel, faites le signer, faites nous parvenir vos pétitions signées, regroupez vous pour organiser des délégations aux bureaux des syndicats.

Vous pouvez signer la pétition en ligne. Vous pouvez aussi laisser des commentaires.

Pour le bureau du syndicat CGT-Force Ouvrière des Métaux de Saint Etienne, Denis RIVIER.

Commentaires

Plusieurs initiatives du même genre ont été prise par des militants de la CGT au cours des derniers mois, elles méritent toutes d'être soutenues, même si on n'est pas d'accord avec la totalité de leurs contenus et quelles que soient leurs origines syndicales, c'est le premier point.

Dans un commentaire qui figure après ce texte dans le site Internet dont j'ai donné l'adresse plus haut, un camarade dit que le lieu proposé, l'Assemblée nationale, est mal choisi, ce qui ne serait pas le cas s'il y avait une majorité de députés du PS et du PCF. On a déjà donné j'ai envie de lui répondre, mais il est intéressant de revenir sur les illusions qui sont à l'origine de cette position, car elles continuent de hanter de nombreux militants.

Et s'il y avait eu une majorité PS-PCF, quelle attitude aurait-il fallu avoir ? Attendre quelque chose du PS ou du PCF, cela signifie que les travailleurs auraient été incapables de tirer les conclusions de l'expérience de

leurs trahisons pendant plus de 60 ans pour ne pas remonter plus loin, dans ce cas-là, il faut aller jusqu'au bout de ce raisonnement et proclamer que le prolétariat ayant été incapable de tirer les leçons du passé, il lui sera impossible de prendre le pouvoir un jour et le socialisme n'était finalement qu'une utopie. Or c'est justement cette politique de front unique en direction du PS et du PCF qui nous a empêché de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du régime lorsque le pouvoir de la bourgeoisie était contesté à la fin des années 70, car contrairement à ce que l'on nous a affirmé à l'époque, les masses savaient déjà pertinemment qu'elles n'avaient plus rien à attendre fondamentalement de ces partis, j'ai bien dit fondamentalement, leurs illusions dans ces partis ne concernaient pas leur capacité ou leur volonté de remettre en cause les bases du système capitaliste. D'ailleurs pour être plus précis en parlant de la fin du mandat de Giscard, la conscience des masses était en train de mûrir, elles n'en étaient pas encore arrivées à poser directement et plus ou moins consciemment la question du pouvoir politique, c'était à nous de les aider à atteindre cette étape, ce que nous n'avons pas été capable de faire, paralysés par le soutien à Mitterrand, puis à la majorité de députés du PS et du PCF soi-disant "*à la croisée des chemins*".

Les masses savent qu'elles n'ont rien à attendre de ces partis pourris qui ont été au pouvoir une multitude de fois au cours du XXe siècle, il faudrait peut-être un jour que les militants se mettent cela dans le crâne une fois pour toute. Question : pourquoi ne le font-ils pas ? Pour certains, par incapacité à analyser les modifications intervenues entre la classe et les appareils, alors ils continuent de prêter aux masses des illusions qu'elles n'ont plus depuis des lustres, pour d'autres, c'est pas pur dogmatisme, parce qu'ils ont un respect quasi-religieux pour le front unique que Trotsky avait prôné dans le *Programme de transition* ou ils se raccrochent aux paragraphes des premiers congrès de l'Internationale communiste qui traitaient de cette question, alors qu'aujourd'hui il n'existe pratiquement plus aucun élément de comparaison avec ces deux périodes qui permettent de justifier l'utilisation de cette tactique dans les conditions précises dont nous parlons en 2008. Contrairement à ce que pense ces camarades, les masses n'ont pas d'illusions dans le PS ou le PCF, mais dans le capitalisme, ce qui conduit à une analyse politique totalement différente, y compris sur la question du parti. Le front unique ne s'adresse pas à l'immense masse du prolétariat inorganisé, mais à ses couches supérieures, à l'aristocratie ouvrière, aux intellectuelles qui sont en contact avec la politique des appareils syndicaux ou politique qui ont adhéré au réformisme et qui par leurs statuts privilégiés ont quelque chose à perdre, autant que les appareils qui sont étrangers à la classe ouvrière.

Pour eux encore, le passage par une majorité de députés PS-PCF ou un gouvernement de ces partis serait inévitable, donc il serait la voie obligée pour aller de l'avant, ce qui justifie le front unique, théorie que je récuse. Question : où ont-ils été pêcher cela ? Qu'ils le justifient ! Aucun des marxistes dans une situation comparable à celle que nous connaissons n'a soutenu cette thèse, d'ailleurs ils auraient du mal à démontrer qu'une situation identique exista dans le passé. Les masses ? Certainement pas puisqu'elles n'en attendent rien. De plus, on sait parfaitement à quoi aboutit ce genre de gouvernement de front populaire, donc, raison de plus pour ne pas avancer dans cette voie sans issue et suicidaire.

Si le PS et le PCF étaient des partis ouvriers de masse qui comptaient dans leurs rangs des centaines de milliers d'ouvriers ou d'employés, là la situation serait totalement différente, mais cette époque est définitivement révolue, il faut inventer de nouveaux mots d'ordre et une ligne politique qui tiennent compte de la réalité des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes en s'inspirant du combat du parti bolchevik qui a mené le prolétariat russe au pouvoir, et là je reviens au texte que les camarades nous ont proposés, en refusant toute relation avec le pouvoir en place, en refusant toute subordination au patronat, en concevant le combat politique ou syndical uniquement sur le terrain de classe propre au prolétariat, on pourrait rajouter, en s'inspirant du combat révolutionnaire de la classe ouvrière du début du XXe siècle qui ne connaissait que la grève et l'affrontement direct avec le patronat et le gouvernement, et non le dialogue social avec notre ennemi, synonyme de corporatisme et de capitulation.

Manifestation devant l'Assemblée nationale ou devant l'Elysée, les deux sont valables selon moi avec un léger avantage au second : il faut chasser la coalition UMP-PS soutenue par le Nouveau Centre, le MoDem, le PCF et les Verts qui siège à l'Assemblée nationale, tous ces partis sont inféodés à l'impérialisme, et il faut chasser le monarque qui trône au palais de l'Elysée et qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains. On

pourrait concevoir une manifestation qui irait de l'Elysée à l'Assemblée nationale, après avoir détrôner Sarkozy, on s'attaquerait à l'Assemblée nationale, mais cela, ce sera pour plus tard.

Les deux mots d'ordre présentent des avantages et des inconvénients, parmi ceux-ci, à L'Elysée, on épargne en quelque sorte le PS, mais on peut remédier à cet inconvénient en incluant le gouvernement puisqu'il est nommé par Sarkozy et que le PS y participe, à l'Assemblée nationale, le PS aura le beau rôle de dire qu'il est minoritaire et qu'il n'est pas responsable des lois qui ont été votées pour reprendre la main, cela pourrait alimenter des illusions dans ce parti et le renforcer. Sarkozy a modifié la Constitution pour s'arroger davantage de pouvoir, il est omniprésent et concentre contre lui la haine du prolétariat, c'est lui qui signe les traités avec l'Union européenne, c'est donc peut-être lui qu'il faut faire tomber en premier, tout dépend de quelle manière et cela n'est pas sans conséquences. S'il abdiquait, on ne serait pas plus avancé. Si c'était un soulèvement populaire qui le renversait, ce serait autre chose, ce serait le début de la révolution prolétarienne, finalement, tout dépend dans quelle perspective politique on se dispose.

En poussant plus loin notre analyse, en se situant évidemment dans la perspective de la chute du régime puisque c'est notre objectif, il semble évident qu'au début de la révolution nous n'aurons rien à opposer à l'Assemblée nationale en terme d'organisme politique indépendant, par contre la chute du locataire de l'Elysée (et son gouvernement) qui ne posera pas forcément la question de son remplacement, pourra ou devra déboucher sur la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire dont la premier décret sera d'abolir la Constitution sur laquelle reposent les institutions de la Ve République, dont l'Assemblée nationale et le Sénat, mais aussi la fonction présidentielle. Ni l'Elysée ni l'Assemblée nationale ne sont légitimes, mais sur le plan stratégique, la chute du président présente plus d'avantages, elle laisse place à moins d'illusions possibles, elle brise à la fois le sommet de l'Etat et le principal pilier des institutions rendant caduque la Constitution, ce qui justifie (et facilite) du même coup sa liquidation. On mesure ici le degré d'opportuniste qu'ont constitué les appels à "battre la droite" ou à voter Royal aux dernières élections présidentielles.

En lisant ces lignes, il est inévitable qu'il y en ait qui pensent que je vais trop loin, que je m'écarte de notre sujet, que j'extrapole ou délire, qu'ils veuillent bien nous expliquer comment on peut définir une tactique correcte sans réfléchir à quelle stratégie adopter, sachant que la tactique doit être subordonnée à la stratégie et que la stratégie dépend directement de l'objectif que l'on s'est fixé, encore faut-il que l'on parle du même objectif ou que l'on ne s'en soit pas écarté en cours de route. Or, l'on voit que sur une question à l'ordre du jour, il est impossible d'y répondre correctement si elle n'est pas reliée à l'objectif de la prise du pouvoir, même si cet objectif peut nous paraître encore lointain, car il est le lien qui doit nous servir de guide pour aider la classe à prendre conscience justement de l'objectif qu'elle doit atteindre à travers les tâches qu'elle doit accomplir et les moyens dont elle doit se doter pour y parvenir. Autrement dit, si nous n'envisageons pas la chute immédiate du régime, en revanche c'est uniquement dans cette perspective que nous devons définir notre tactique et notre ligne politique, en partant de l'état d'esprit des masses pour l'aider à mûrir, et bien sûr pour construire le parti.

Face au front unique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner avec les dirigeants syndicaux qui a pour fonction d'asservir et d'affronter le prolétariat pour le compte de la bourgeoisie, il faut opposer le combat pour en finir avec Sarkozy et le combat pour briser le carcan des appareils sur le mouvement ouvrier. Le premier se situe dans une perspective politique générale quel que soit le déroulement de la lutte des classes, il est donc possible que les masses s'en saisissent, le second ne se situe pas dans la perspective d'un résultat immédiat et s'oppose en cela à la conception de la lutte des classes des réformistes, il a essentiellement pour fonction de rejeter la théorie selon laquelle rien ne serait possible en dehors du capitalisme en affirmant qu'une issue politique à la classe ouvrière existe, à condition qu'elle prenne en mains son destin.

Il s'agit davantage de démolir pièce par pièce l'argumentation qui sert de justification à la soumission des appareils au capitalisme, que de démolir les appareils eux-mêmes, tâches au-dessus de nos moyens et qui sera accomplie plus tard, au cours de la révolution, car ce n'est pas les soi-disant illusions des masses dans les appareils que nous devons combattre, mais les illusions dans la capacité du capitalisme à régler les problèmes auxquels les masses sont confrontés quotidiennement.

On pourrait peut-être dire que la confiance des masses dans leurs propres forces dépend en grande partie de leur degré de conscience qu'il est possible et nécessaire d'en finir avec le capitalisme, et comme elles ne peuvent acquérir cette conscience qu'à travers leur combat contre le pouvoir en place, il est indispensable de leur proposer une tactique et une ligne politique qui tiennent compte de leur état d'esprit pour le faire évoluer dans la bonne direction.

Le 25 juillet 2008.

J-C Tardieu